TITRE III : LES CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC**CHAPITRE 3 : LES AUTORISATIONS D'ABSENCE ET FACILITES HORAIRES**

Dernière mise à jour : octobre 2021

TEXTES APPLICABLES

- Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Décret n° 2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics et des ouvriers affiliés au régime des pensions résultant du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 ;
- Décret n° 2021-623 du 20 mai 2021 instituant une indemnité d'encadrement du service national universel ;
- Circulaire DGAFP du 26 novembre 2007 relative aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat et aux modifications du décret du 17 janvier 1986 introduites par le décret du 12 mars 2007 ;
- Circulaire DGFIP du 9 avril 2010 relative au dispositif de substitution aux "jours comptables" et aux modalités d'adoption des ponts naturels.

En liminaire, il est rappelé que seuls les agents contractuels employés de façon continue (agents « Berkani », agents recrutés par voie de contrat PACTE ou contractuels embauchés durant plusieurs mois) peuvent se voir accorder des autorisations d'absence, sous réserve des nécessités de service.

En revanche, les agents contractuels occasionnels, embauchés sur des contrats de courte durée (deux mois maximum), ne peuvent pas bénéficier d'autorisations d'absence.

Les contractuels de droit privé (apprentis) ne sont pas non plus concernés par les dispositions évoquées dans ce chapitre.

Section 1. Les autorisations d'absence résultant d'une obligation légale

1. Absences liées à un mandat électif ou à l'exercice de fonctions de membre du Gouvernement

L'agent contractuel appelé à exercer les fonctions de membre du Gouvernement ou à remplir un mandat de membre de l'Assemblée nationale ou du Sénat, ou du Parlement européen, est placé en congé sans traitement pendant l'exercice de ses fonctions ou pour la durée de son mandat.

Au terme de ses fonctions ou de son mandat, l'agent est réintégré, à sa demande, dans son précédent emploi ou dans un emploi analogue assorti d'une rémunération identique. Cette réintégration intervient dans les deux mois qui suivent la date à laquelle il a avisé la direction des finances publiques dont il relève de cette circonstance.

Par ailleurs, les agents contractuels peuvent prétendre aux autorisations d'absence et facilités de service prévues au titre des fonctions publiques électives dans les mêmes conditions que les agents titulaires. Pour plus de précisions, il convient de se référer au titre I - 3^e partie - chapitre 3 de la présente instruction.

2. Absences liées à des activités dans la réserve

L'agent contractuel est mis en congé avec traitement lorsqu'il accomplit, sur son temps de travail, l'une des activités suivantes :

- une période d'instruction militaire, d'entraînement ou d'activité dans la réserve opérationnelle, d'une durée inférieure ou égale à trente jours cumulés par année civile ;
- une période d'activité dans la réserve de sécurité civile, d'une durée inférieure ou égale à quinze jours cumulés par année civile ;
- une période d'activité dans la réserve civile de la police nationale d'une durée inférieure ou égale à quarante-cinq jours cumulés par année civile ;
- pour les agents contractuels de droit public de l'État bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée, d'un contrat à durée déterminée d'une durée d'au moins un an ou de contrats successifs d'une durée cumulée d'au moins un an, sous réserve que l'interruption entre deux contrats n'excède pas quatre mois, une période d'activité afin d'exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel, d'une durée inférieure ou égale à soixante jours sur une période de douze mois consécutifs

En revanche, l'agent contractuel est placé en congé sans traitement pour toute période excédant les durées mentionnées ci-dessus.

Au terme d'une période d'activité dans l'une des réserves mentionnées *supra*, l'agent est réemployé sur son précédent emploi ou sur un emploi équivalent.

La période de congé accordée dans le cadre de la réserve opérationnelle, de la réserve de sécurité civile, de la réserve civile de la police nationale et des activités liées à la préparation et l'encadrement des séjours de cohésion du service national universel n'ouvre pas droit à l'acquisition de jours ARTT.

Section 2. Les autorisations d'absence diverses

1. Principe

Les agents contractuels bénéficient d'autorisations d'absence dans les mêmes conditions que les agents titulaires.

Pour plus de précisions sur ces sujets, il convient de se reporter au titre I - 3^e partie de la présente instruction.

2. Autorisations d'absence liées à la formation professionnelle

2.1. Actions de formation organisées ou agréées par l'administration en vue de la préparation aux concours et examens professionnels

Les agents contractuels peuvent bénéficier de décharges de service pour participer aux préparations aux concours, examens professionnels et procédures de sélection organisées ou agréées par la DGFIP, ainsi qu'aux préparations à certains concours et examens spécifiques

organisées par d'autres administrations, dans les mêmes conditions que les agents titulaires (cf. titre 1, 3^e partie, chapitre 2 de la présente instruction).

Toutefois, pour pouvoir prétendre à ces facilités, les agents doivent remplir, ou être susceptibles de remplir, à la fin du cycle de formation, les conditions requises pour se présenter aux concours, examens professionnels ou procédures de sélection considérés.

Par ailleurs, pour pouvoir prétendre à un congé de formation professionnelle pour préparer un concours, un examen professionnel ou une procédure de sélection, l'agent ne doit pas avoir bénéficié de décharges de droit pour suivre une action de formation organisée ou agréée par l'administration en vue de la préparation à un concours, à un examen professionnel ou à toute autre procédure de sélection, dans les douze mois qui précèdent le début de la formation souhaitée.

2.2. Autorisations d'absence pour participer aux examens et concours

Les agents contractuels peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les agents titulaires, à une autorisation d'absence la veille et le jour des épreuves de pré-admissibilité, d'admissibilité et d'admission d'un concours ou d'un examen professionnel, y compris pour les sélections professionnelles, QCM ou épreuves informatiques, même si la durée de l'épreuve est inférieure ou égale à une demi-journée.

Ces autorisations d'absence sont accordées quelle que soit l'autorité organisatrice du concours ou de l'examen.

2.3. Autres actions de formation

Les agents contractuels peuvent bénéficier d'autorisations d'absence dans les mêmes conditions que les agents titulaires pour participer aux actions de formation organisées par la DGFIP lorsqu'elles ont pour objet de favoriser l'exercice, par les agents, de nouvelles fonctions, d'assurer leur adaptation aux évolutions de leur poste de travail et/ou de leur environnement professionnel, ou d'anticiper une évolution prévisible des métiers ou des conditions de travail.

De même, les agents contractuels ayant obtenu l'accord de leur chef de service et retenus pour animer des actions de formation organisées par la DGFIP peuvent bénéficier d'autorisations d'absence afin d'assurer ces actions.

3. Autorisation d'absence en cas de fermeture des services

Les agents contractuels employés de manière continue bénéficient, dès lors qu'ils sont autorisés à ne pas exercer leurs fonctions lors de la fermeture des services dans lesquels ils sont affectés, de l'autorisation d'absence exceptionnelle, à utiliser en priorité sur le 1^{er} "pont naturel" voté par la direction.

Si plusieurs "ponts naturels" sont adoptés au titre d'une année, les "ponts" suivants devront être financés par des autorisations d'absence pour les agents ayant opté pour le module horaire à 35 h, et par des jours de congé annuel et assimilés pour les autres agents, dans les mêmes conditions que pour les agents titulaires (cf. Titre I, 3^e partie, chapitre 6 de la présente instruction).

En revanche, les agents auxiliaires, employés sur une période courte et pour répondre à des besoins ponctuels (emplois d'été par exemple), doivent poser un jour de congé annuel à l'occasion de la fermeture des services dans le cadre des "ponts naturels". S'ils ne disposent plus de jour de congés annuels, ils bénéficieront d'une autorisation d'absence non rémunérée.